

M. José Bové,  
Parlement Européen de Bruxelles  
ASP 08H354 Rue Wiertz  
B- 1047 Brussels

Un journal nantais (*Presse-Océan*) vous a fait part il y a quelques semaines de la campagne d'affichage pastiche à laquelle votre image a servie. Il n'y a aucune volonté d'attaque personnelle dans cette affiche, au contraire. Cette campagne vise à rappeler que le problème de la partition administrative de la Bretagne est à ce jour irrésolu. En effet, depuis la création officielle des régions administratives françaises en 1972, la Loire-Atlantique est séparée du reste de la Bretagne sans que la population n'ait jamais été consultée. Cette situation a des conséquences réelles et néfastes en terme de démocratie et de reconnaissance, mais aussi de transports et d'économie locale. Malgré les vœux du Conseil Régional de Bretagne et du Conseil Général de Loire-Atlantique, la région des Pays de la Loire refuse de reconnaître la pertinence et la réalité de la revendication, nous condamnant à un statu quo qui semble sans issue. Nous connaissons votre opinion favorable à l'unité de la Bretagne, que vous avez officiellement rappelé lors des élections présidentielles de 2007. Le 18 juin prochain, se déroulera à Nantes une grande manifestation en faveur de l'unité de la Bretagne, qui marquera notamment les 70 ans de la première partition administrative de la Bretagne. En tant que co-organisateur, nous profitons de l'occasion pour vous inviter à nous rejoindre dans les rues de Nantes le 18 juin afin de vous remettre en mains propres l'affiche à votre effigie.

Dans un deuxième temps, nous vous invitons à prendre connaissance des condamnations dont ont été victime près d'une dizaine de jeunes de notre collectif pour des actions de désobéissance civique ou pour des arrestations arbitraires en fin de manifestation. C'est notamment le cas de six jeunes âgés de 18 à 22 ans à qui la région Pays de la Loire réclame près de 20 000 euro. Des procès sont toujours en appel et des dizaines d'élus municipaux, maires ou conseillers régionaux soutiennent les «inculpés de la réunification», il va de soi que c'est avec un grand honneur et un grand plaisir que nous verrions votre soutien s'ajouter aux leurs. Nous sommes sûrs que vous comprendrez que la situation d'impasse démocratique dans laquelle se trouve les habitants du pays nantais puissent amener une partie de la population à entamer des actions de protestation symboliques de barbouillage ou autre.

En espérant que vous vous joindrez à l'appel lancé par notre collectif et Bretagne Réunie pour une «Bretagne en Résistance[s]» le 18 juin à Nantes. Veuillez agréer l'expression de nos salutations militantes.